

● **Politique** Le député bisontin Laurent Croizier

# “Le temps du “pas de vagues” doit être révolu”

*Le député Laurent Croizier vient d'obtenir du gouvernement qu'il prépare un rapport sur la question du harcèlement, notamment numérique. Pour lui, les dysfonctionnements de l'administration ne sont plus tolérables.*

**L**a Presse Bisontine : Ce sont les événements tragiques récents avec le drame du suicide de Nicolas à Poissy, et la lettre du rectorat à ses parents qui vous font réagir sur cette question ?

**Laurent Croizier** : Le sujet du harcèlement nous touche tous : parents, enseignants, élus et bien sûr élèves. Avant d'être élu, je suis aussi enseignant et je n'ai jamais reçu de formation spécifique à ces questions en

tant qu'enseignant. En tant qu'élus, on se sent dans l'obligation de réagir. C'est dans ce sens-là que j'ai sollicité mes collègues députés pour qu'ils votent en faveur d'un rapport sur cette question dont le gouvernement doit à mon avis s'emparer. Un rapport gouvernemental sur le sujet serait complémentaire avec l'audit que le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal vient de réclamer aux rectorats.

**L.P.B.** : Que devra contenir ce rapport ?

**L.C.** : Ce sera un rapport consacré aux actions de prévention et de sensibilisation au harcèlement et au cyber-harcèlement mises en place dans les établissements scolaires. Il devra évaluer la possibilité de rendre annuellement obligatoire une session de sensibilisation aux enjeux de harcèlement et de cyber-harcèlement dans tous les établissements scolaires de notre pays. Il évaluera également la façon dont le harcèlement et le cyber-harcèlement sont inclus dans la formation initiale et continue des enseignants et plus largement dans la formation de l'ensemble des personnels des établissements scolaires.

Je pense que la lutte contre le harcèlement suppose que l'Éducation nationale bouleverse son fonctionnement habituel. Le temps du “pas de vagues” doit être révolu. On ne résout pas cette question avec des courriers comme on en a vu un récemment du rectorat de Versailles. Ce rap-

port sera sans doute utile dans le sens où il permettra au moins à l'Éducation nationale de faire sa propre introspection sur ce sujet sensible. Ce rapport doit être remis au Parlement par le gouvernement sous 12 mois.

**L.P.B.** : Des familles vous ont-elles déjà alerté sur ce sujet ?

**L.C.** : Depuis que j'ai été élu député l'an dernier, j'ai déjà reçu trois sollicitations concrètes sur ce sujet, par des familles qui dénoncent un manque de réaction de l'institution éducative, voire qui ne savent plus à qui s'adresser pour que leurs préoccupations soient prises en compte. Au cœur de cette question, il faut absolument remettre de l'humain.

**L.P.B.** : L'intervention de policiers dans les classes, comme on l'a vu récemment, est-elle souhaitable ?

**L.C.** : Pour moi, la police ne devrait jamais aller chercher un élève dans sa classe, l'école doit rester un sanctuaire. Si cet épisode a eu beaucoup d'impact dans l'opinion publique, je pense tout de même qu'on aurait pu interpellé l'élève à la sortie de son établissement. ■

Propos recueillis par J.-F.H.



**“Sur cette question du harcèlement, il faut absolument remettre de l'humain” estime le député Laurent Croizier.**

## Zoom

### Il dénonce les méthodes de la gauche

Sur un autre dossier dramatique, à une autre échelle, celui de l'assassinat de l'enseignant d'Arras, Laurent Croizier estime qu'il “ne peut plus supporter ces discours d'extrême gauche qui assimilent la laïcité à de l'islamophobie et qui reviennent à placer une cible sur le dos des enseignants” dit-il en tentant de contenir sa colère. “Je pense que le discours de ces personnes d'extrême gauche est irresponsable. On ne peut plus accepter de voir remise en cause la laïcité qui est un des piliers de notre République. Nous avions tous été meurtris, et notamment le corps enseignant, par l'assassinat de Samuel Paty. Cette cicatrice qui n'était pas encore refermée vient d'être rouverte de manière encore plus béante.” ■